

Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (Socle commun)

Séance du 23 avril 2021, à distance

Le vingt-trois avril deux mille vingt et un, à 09h30, le Comité syndical, dûment convoqué le seize avril deux mille vingt et un, s'est réuni à distance, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 106

Nombre de délégués présents ou représentés : 55 (dont 6 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (40) : Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tuder (Bagneux), Vincent Mezure (Bougival), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Samuel Besnard (Cachan), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Andy Kangoud (Châtillon), Kristian Bolle (Choisy-le-Roi), Serge Kehyayan (Clamart), Leopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Sophie Deschiens (Levallois), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Alexandrine Mounier (Nanterre), Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec), Pierric Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Christophe Piercy (Saint-Denis), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Thierry Duboc (Villejuif), Emmanuelle Rassaby (Villeneuve-la-Garenne), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), Henri Carratala (Grand Paris Grand Est), Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), Isabelle Debré (Département des Hauts-de-Seine), Yann Wehring (Région Ile-de-France) ;

Suppléants avec voix délibératives (9) : Jacques Grill (Arcueil), Cédric Schroeder (Aubervilliers), Adrien Dedon (Clichy-la-Garenne), Françoise Carteau (Gentilly), Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre), Matthieu Devriendt (Montrouge), Cédric Damien (Saint-Maurice), Marie-Claude Huart (Grand Paris Grand Est), Frank-Eric Morel (Grand Paris Seine Ouest) ;

Excusés ayant donné pouvoir (6) : Stephanka Toussaint (Bois-Colombes) à F. Sitbon, Marie-Hélène Magne (Charenton) à M.-F. Parrain, Antoine Gougeon (Nogent sur Marne) à S. Raifaud, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à F. Sitbon, Tiffany Culang (Saint-Mandé) donne pouvoir à M.-F. Parrain, Patrick Ollier (MGP) à S. Raifaud ;

Excusés : Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne), Gabriel Galloto (Le Blanc-Mesnil), Jean-Luc Millard (Drancy), Florence de Pampelonne (GPSO), Bertrand-Pierre Galey (GPSO) ;

Assistaient également à la séance : M. Hugues Celier, Directeur du Syndicat par intérim, Mmes Fabienne Puig, Directrice de l'Administration Générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la communication, MM. Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Matthieu Fierling, Responsable des études et Pierre Rapeau, Référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 26 mars 2021
2. Délibérations :
 - Modification du tableau des emplois et des effectifs
 - Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels
 - Approbation de la modification de la délibération 2017-117 complétée de la délibération 2019 27 relative aux tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'
3. Point divers :
 - Informations à date du service public Velib'

Le Président a ouvert la séance à 11 heures 20 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 26 mars 2021

Le Président demande aux membres s'ils ont des observations à formuler.

En l'absence d'intervention, le Président soumet au vote **le procès-verbal** du Comité Syndical du 26 mars 2021 **qui est approuvé à l'unanimité**.

1. Délibérations :

- Modification du tableau des emplois et des effectifs (2021 14)

Le Président donne la parole à Madame Fabienne Puig.

Fabienne Puig (Directrice de l'Administration Générale et des Ressources Humaines) indique aux membres que le recrutement d'un·e Directeur·rice du Syndicat (ouvert aux cadres d'emplois administrateurs ou administrateurs hors classe et des ingénieurs en chef : ingénieur en chef ou ingénieur en chef hors classe) ainsi que la promotion d'un agent en tant qu'ingénieur principal par la voie du détachement nécessitent la création de 2 emplois au tableau des emplois permanents.

Le Président donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE, la création de 2 emplois : un emploi de directeur.rice du Syndicat (ouvert aux cadres d'emplois des administrateurs : administrateurs ou administrateurs hors classe et des ingénieurs en chef : ingénieur en chef ou ingénieur en chef hors classe) et un emploi d'ingénieur principal permettant la promotion d'un ingénieur compte tenu des compétences requises, des responsabilités et de la charge de travail.

AUTORISE, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que les emplois créés pourront être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées aux articles 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Catégorie	Nombre	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Administrateur (administrateur ou administrateur Hors classe) ; Ingénieur en chef (ingénieur en chef ou ingénieur en chef hors classe)	A+	1	Diplômes de niveau 6 ou 7 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et HEBb3
Attaché	A	7		
Rédacteur	B	4		
Adjoint administratif	C	4		
Ingénieur en chef	A	2		
Ingénieur	A	1		
Ingénieur principal	A	3	Diplômes de niveau 7 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Adjoint technique ou Agent de Maîtrise ou Adjoint administratif	C	3		
Total des emplois		25		

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels (2021 15)

Le Président donne la parole à Madame Fabienne Puig.

Fabienne Puig (Directrice de l'Administration Générale et des Ressources Humaines) indique aux membres que la délibération est habituelle pour les collectivités territoriales. La loi permet de recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, saisonnier ou bien pour le remplacement de fonctionnaires et contractuels. Cette délibération doit être présentée, débattue et mis au vote annuellement.

Le Président donne la parole aux membres.

Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) rappelle son mandat d'adjointe au maire pour l'emploi sur son territoire et apprécie l'opportunité que peut représenter l'offre du Syndicat. Elle souhaite que les annonces d'ouverture de poste soient facilement accessibles afin d'en faire la publicité sur son territoire.

Le Président rappelle que Smovengo a de son côté des critères d'insertion à remplir contractuellement. Ceux-ci ont été renforcés après le passage de l'avenant 8.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Valide les recrutements dans les conditions prévues par les articles 3 et 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée d'agents contractuels pour des besoins temporaires liés :

- à un accroissement temporaire d'activité,
- à un accroissement saisonnier d'activité,
- au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels,

Article 2 : Charge le Président de :

- constater les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement temporaire des fonctionnaires et des agents contractuels,
- déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des agents contractuels recrutés selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil,
- procéder aux recrutements.

Article 3 : Autorise le Président à signer les contrats nécessaires.

Article 4 : Précise que ces agents contractuels seront rémunérés selon les dispositions prévues par les deux premiers alinéas de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 :

- le traitement indiciaire, et éventuellement le supplément familial de traitement, afférents aux emplois auxquels ils sont nommés,
- le régime indemnitaire dans les conditions fixées par délibération,

En application de l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, les agents contractuels ainsi recrutés qui, à la fin de leur contrat, n'auront pu bénéficier de leurs congés annuels, seront indemnisés dans la limite de 10 % des rémunérations totales brutes perçues.

Article 5 : Précise que dans le cas du remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel, le contrat pourra prendre effet avant le départ de l'agent remplacé.

Article 6 : Dit que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- Approbation de la modification de la délibération 2017-117 complétée de la délibération 2019 27 relative aux tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (2021 16)

Le Président rappelle que la délibération a été présentée et débattue ce jour lors du Comité syndical siégeant en substitution du Conseil d'Exploitation de la Régie Velib' et qu'elle a reçu un avis favorable des membres.

Le Président donne la parole aux membres et en l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération au vote.

Abstentions : Charenton, Enghien-les-Bains, Maisons-Alfort, Saint-Mandé, Vincennes.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

Article 1 : l'article 1 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est remplacé par :
A compter du 1^{er} août 2021, les tarifs des abonnements longue durée pour le nouveau service Velib' sont arrêtés comme suit :

- L'abonnement « V Libre » fixé à 0 €/mois, autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 1 € par tranche de 30 minutes et d'un vélo à assistance électrique pour 3 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V Plus » fixé à 3,10 €/mois en tarif plein et 2,30 €/mois en tarif jeunes et 1,55 €/mois en tarif solidarité, offre une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires, et autorise l'utilisation du vélo à assistance électrique pour 2 € pour les premières 45 minutes, les 30 minutes suivantes étant facturées à 2 € ;
- L'abonnement « V Max » fixé à 8,30 €/mois en tarif plein et 7,10 €/mois en tarif jeunes et 4,15 €/mois en tarif solidarité, permet d'utiliser un vélo à assistance électrique avec les 45 premières minutes gratuites, puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ou l'utilisation du vélo mécanique pendant 1h, les demi-heures supplémentaires étant facturées 1 €. De plus, le nombre de courses en vélo à assistance électrique est limitée à deux, chaque utilisation supplémentaire est facturée 1 € par course.

Article 2 : l'article 2 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est remplacé par :
Les tarifs des abonnements courte durée sont arrêtés comme suit :

- Le Pass « V Pratique » pour une personne, au tarif de 3 € offre la possibilité de faire une course de 45 minutes en vélo mécanique ou à assistance électrique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo à assistance électrique ;
- Le Pass « V Journée » pour une personne à un tarif de 10 € offre durant 24 heures la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà de 60 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses en VAE le tarif est de 1 € par courses supplémentaires ;
- L'abonnement « V-Découverte » pour une personne, au tarif de 5 € offre durant 24 heures la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires et autorise l'utilisation du VAE pour 2 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V-Séjour » pour une personne sur une durée de 3 jours, au tarif de 20 €, offre par tranche de 24 heures la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà des 60 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà des 45 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo à assistance électrique ; au-delà de 6 courses en VAE, par 24h, le tarif est de 1 € par courses supplémentaires ;

- L'abonnement « V-Découverte Tribu », au tarif de 5 € par vélo, permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires et autorise l'utilisation du vélo à assistance électrique pour 2 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V-Séjour Tribu » pour une durée de 3 jours, au tarif de 20 € x le nombre de vélos souhaité. Il permet par tranche de 24 heures de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà des 60 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà des 45 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses, par 24h en VAE, le tarif est de 1 € par courses supplémentaires ;
- Le Pass « V Journée Tribu » au tarif de 10 € x le nombre de vélos souhaité (jusqu'à 5). Il donne, durant 24 heures, la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes (par vélo) en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà de 60 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà de 45 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses en VAE le tarif est de 1 € par courses supplémentaires.

Article 3 : l'article 4 de de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est complété par le texte suivant :

Tarifs « Velib' Seniors » pour les 60 ans et plus :

- l'abonnement « V Plus » à 2,30 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V Max » à 7,10 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Article 4 : le paragraphe "consommations" de l'article 5 de de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est remplacé par :

Consommations :

La facturation des usages s'effectue par tranche de 30 minutes pour les vélos mécaniques et de 45 minutes pour les vélos à assistance électrique pour la première tranche puis par tranche de 30 minutes. Toute tranche entamée est due. Les locations inférieures à 3 minutes ne sont pas facturées. La facturation a lieu à chaque fin de mois, au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement mensuel pour les abonnés longue durée ou dès l'atteinte d'un seuil de 10 € d'usage.

Article 5 : l'article 6 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 avec l'ajout de l'article 1 de la délibération 2019 27 du Comité Syndical du 19 septembre 2019 est complété par le texte suivant :

"Opérations promotionnelles sur les nouveaux abonnements"

Dans la limite de deux fois par an, Le Syndicat, en tant que pouvoir adjudicateur du service Velib', a la possibilité d'accorder durant des périodes précisément définies et limitées dans le temps, pour l'ensemble des usagers, une réduction d'un à trois mois de gratuité pour la souscription de tout nouvel abonnement payant ou de manière ciblée sur certains abonnements.

Pour chaque opération promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre et la durée d'application."

Article 6 : l'article 1 alinéa « dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariat » de la délibération 2019 27 du Comité Syndical du 19 septembre 2019 sur les Dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariats, ajouté à l'article 6 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017, est remplacé par le texte suivant :

“Dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariats

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, un partenaire, lié par contrat commercial avec le titulaire du marché pourra prendre en charge de 1 € à 100 % du prix d'un abonnement, du prix d'un Pass courte durée et/ou des crédits d'usage, via un code promotionnel. Ce code promotionnel serait distribué à des usagers dont la souscription à l'abonnement ou au Pass courte durée et/ ou les consommations d'usage seraient ainsi tout ou partie prise en charge par le partenaire. En cas d'achat en nombre, une réduction pourra être proposée au partenaire dans la limite de 20% du total du prix des codes promotionnels acquis.

Les modalités sont définies par ordre de service pour préciser notamment la durée, le volume, l'abonnement concerné, la durée de validité du code.”

Article 7 : Les autres dispositions prévues dans les articles de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 et de la délibération 2019 27 du 19 septembre 2019 et non modifiées par la présente délibération demeurent inchangées, comme reprises dans l'annexe jointe.

Article 8 : Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

2. Point divers :

- Informations à date du service public Velib'

Le Président donne la parole à Hugues Celier.

Hugues Celier (Directeur du Syndicat par intérim) partage et commente sur écran le Powerpoint de la manière suivante :

- En moyenne 95 000 locations par jour en mars : la fréquentation remonte ;
- Un VAE est utilisé 7 à 8 fois par jour (voire 12 fois dans certains cas) alors qu'un vélo mécanique est utilisé environ 3 à 4 fois moins;
- Un VAE roule en moyenne 3,5 km par trajet alors qu'un vélo mécanique en 2020 est de 2,9 km par trajet ;
- A date, 375 000 usagers sont abonnés. On constate une diminution du nombre d'abonnés V-Libre qui n'ont pas renouvelé leur abonnement pris lors de la grève des transports fin 2019 début 2020. Mais les abonnés progressent normalement.
- Sur les origines destinations des trajets Velib', pour mars la part des trajets intra Paris baisse par rapport à l'année dernière et passe de 84 à 78% en mars 2021; entre Paris et hors Paris la part augmente de 11 à 13% en 2021 ainsi que la part des trajets hors-Paris qui passe de 5 à 9%.

Point sur le déploiement :

- 1 392 stations sur les 1402 sont ouvertes au public pour la première phase de déploiement, 10 restent à ouvrir dont 7 en travaux de raccordement électrique, une en travaux par Smovengo et 2 restent à programmer ;
- Pour la deuxième phase de déploiement, 75 stations sont prévues dont 27 sont à valider par les villes, 19 sont en étude par Smovengo ; 10 pour lesquelles les communes doivent valider les plans ; 18 sont en sondage amiante ou en instruction auprès des Bâtiments de France et une a démarré sur la commune de Puteaux.
- Onze stations sont en expérimentation « Station + » pendant au moins 3 mois afin de pouvoir restituer son vélo sur des stations pleines via un câble fixé sur la bornette.

Un point est aussi effectué sur le MaaS (Mobility as a Service).

Mis en place par la loi du 24 décembre 2019 « LOM », le MaaS a pour objectif d'agréger l'ensemble de l'offre de mobilité et ses services associés via une seule interface. Il est prévu législativement l'entrée en vigueur progressive des trois services suivants :

- La mise à disposition de données nécessaires à l'information voyageur ;
- La mise en œuvre d'un service d'information multimodal ;
- La mise en œuvre d'un service numérique multimodal (SNM) permettant la vente ou la réservation de service de mobilité.

Ile-de France Mobilités peut créer un SNM. Cette solution permettrait au service Velib' de toucher de nouveaux usagers et simplifier leur parcours client. Deux options sont possibles :

- La délivrance de produits tarifaires (soit un service de mise en relation avec les diverses offres où les opérateurs conservent la pleine maîtrise de leur politique tarifaire) ;
- La revente de services (soit la revente par un tiers d'offres fixés par le fournisseur du SNM sous réserve de l'accord de l'autorité organisatrice ou du fournisseur de service).

La délivrance des produits tarifaire des services de mobilité doit être mise en œuvre à partir du 1^{er} juillet 2021. Lorsqu'un opérateur met en place un MaaS, nous sommes tenus de lui répondre.

Le Président indique que le MaaS est très intéressant afin de faciliter le parcours des usagers, en particulier sur les abonnements courtes-durées. Il donne la parole aux membres.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) indique que la baisse des abonnés V-Libre peut s'expliquer aussi par l'achat de vélos personnels via les différentes primes accordées. Au sujet des trajets hors-Paris et leur augmentation, cela est encouragé par la création de pistes cyclables et d'infrastructures permettant une autonomie plus importante aux cyclistes. Il prend l'exemple des touristes qui sont en dehors de Paris sur la gestion hôtelière et qui vont se déplacer soit sur Paris soit inversement.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h50.

La Secrétaire de séance

Signé par Geneviève Gaillabaud
Le 27/05/2021

Signed with
universign

Geneviève Gaillabaud

Le Président,

Signé par Sylvain Raifaud
Le 27/05/2021

Signed with
universign

Sylvain Raifaud